



Si l'ordre du jour de ce CDEN concerne des sujets bien spécifiques, il nous semble qu'il est de notre devoir, en tant que représentants des personnels de l'éducation nationale de notre département, de rappeler, voire de faire connaître aux participants qui nous écoutent la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui notre belle école. Sachez d'abord qu'en dépit de notre optimisme « naturel » et de notre motivation à toute épreuve, nous sommes tous inquiets. Inquiets, comme chacun, par l'actualité

mondiale, dont tous ici se soucient. La guerre en Ukraine touche la population civile et pousse sur les routes plusieurs millions de femmes, d'hommes et d'enfants. Nous en accueillons certains dans nos classes, ceux qui sont parvenus à fuir. Grâce à l'école, nous pensons que ces jeunes retrouvent un peu du lien social qu'ils ont perdu. Ils peuvent y échanger avec des camarades de leur âge. Grâce à l'école comme refuge d'une jeunesse meurtrie

ceux qui ont tout perdu retrouvent un peu de normalité... et nous espérons qu'à l'instar de leurs nouveaux amis français, ils y construiront leur futur, un futur émancipé et heureux.

Mais pour que l'école puisse jouer ce rôle fondamental, encore faudrait-il qu'elle en ait les moyens et donc qu'on daigne les lui donner. Nous estimons que ce n'est pas le cas et nous le dénonçons. Dans notre département, le remplacement des enseignants est à l'os : chaque jour, des collègues absents ne sont pas remplacés. Un de nos collègues qui souhaitait siéger avec nous a préféré rester en classe puisqu'il savait que sa participation à cette réunion l'obligerait à laisser ses élèves dans les autres classes de l'école. Une autre nous signalait la semaine dernière envisager de reprendre avant la fin de son arrêt maladie tant elle souffrait de la situation dans laquelle elle savait ses élèves, jeunes enfants d'école de REP, qui ont déjà considérablement souffert des fermetures de classe liés au Covid et n'ont vraiment pas besoin de passer des journées entières chez eux, loin de cette école censée leur apporter les clés de l'émancipation. A ce niveau, il nous semble que cela ne s'est jamais vu. Mais est-ce vraiment étonnant ? Des postes de contractuels sont disponibles depuis des mois : l'administration qui fait de son mieux pour les pourvoir n'y parvient manifestement pas. Les gens ne veulent plus faire ce travail. Le plus beau métier du monde a pris du plomb dans l'aile. Et que dire de la baisse importante, en aggravation d'année en année, du nombre de candidats aux différents concours de l'enseignement. Pour certaines matières, dans le second degré, il n'y a même pas assez de candidats qui se présentent pour pouvoir tous les postes, sans même parler d'avoir le niveau... Et évidemment, cela ne touche pas que les enseignants : on peine à trouver des médecins scolaires, des infirmières, des assistantes sociales, des AESH. Une enquête récente effectuée par le syndicat enseignant de l'UNSA auprès des écoles de Haute-Vienne révèle que les écoles qui ne parviennent pas à couvrir l'ensemble des heures d'accompagnement notifiées pour leurs élèves se comptent par dizaines. Comment peut-on laisser faire cela ? La situation est grave. Cela n'est pas digne de notre pays. A tous les niveaux, nous devons lutter pour améliorer les conditions dans lesquelles nous éduquons notre jeunesse. Il faut augmenter les salaires, valoriser les personnels, encourager les initiatives. Il faut recruter massivement. Pour le dire simplement et en guise de conclusion, il faut remettre l'École au centre des préoccupations locales et nationales.

Merci de m'avoir écouté